

# DÉCLARATION FINALE

## 8<sup>EME</sup> FORUM EUROPEEN DES FORCES DE GAUCHE, VERTES ET PROGRESSISTES

1. Pour construire une Europe de progrès et socialement avancée nous défendons une répartition équitable des richesses, de services publics universels, de qualité et solides, ainsi qu'une gestion publique des biens communs, afin de bâtir une société plus juste, participative et démocratiquement planifiée. L'accès à un logement décent, abordable et adapté au climat doit être un droit fondamental, et non un privilège. De même, la protection sociale, qu'il s'agisse de santé, de retraites ou d'allocations chômage, doit être universelle, c'est-à-dire accessible à tous les citoyen.ne.s en l'Europe. Cela implique autre utilisation de l'argent des entreprises, des banques et de la BCE.

### Left, Green, Progressive

# EUROPEAN FORUM



8-10 NOVEMBER 2024

Le droit à des conditions de travail décentes et à des emplois sûrs, ainsi qu'à une formation tout au long de la vie, bien rémunérée sont fondamentaux, et passent par le renforcement des droits syndicaux, avec des clauses sociales dans les contrats publics, l'augmentation des salaires, et les droits sociaux la fin au déficit d'emploi, ainsi que l'amélioration des conditions de travail et de l'environnement professionnel. Nous revendiquons des emplois de qualité, et le droit à une pension décente à partir de 60 ans fournie par des entités publiques efficaces.

Nous plaidons également pour un accès gratuit et universel aux soins de santé, ainsi que pour le renforcement des systèmes de santé publique afin de réduire les inégalités sociales. Nous réclamons des services publics modernes, suffisamment dotés en personnel, dénués de lourdeurs bureaucratiques, et gérés de manière participative pour mieux répondre aux besoins des usagers.

L'une des questions fondamentales de notre société est de garantir une éducation de qualité gratuite, égale et de qualité, libératrice et émancipatrice, sans pression religieuse, obscurantiste ou économique du marché.

La pénurie de logements sociaux abordables et de qualité représente une crise urgente dans toute l'Europe qui nécessite une action immédiate et décisive. Des actions et des initiatives doivent être prises au niveau européen pour utiliser les ressources financières en fonction des besoins de l'individu et non en fonction d'intérêts financiers. Nous appelons à la mise en place d'un programme européen de logement social, soutenues par des politiques économiques et sociales qui renforcent l'investissement public dans le logement sans but lucratif. Nous appelons à des réglementations transnationales pour plafonner les prix des loyers et inverser la tendance qui

exploite les besoins en logement à des fins de spéculation. La lutte contre la crise sociale doit être une priorité absolue. C'est pourquoi nous nous opposons à la reprise de la politique libérale d'austérité telle que voulue par la Commission européenne, qui repose sur des mesures libérales qui favorisent les classes dirigeantes et réduisent les droits humains citoyens, économiques et sociaux des peuples européens, et en même temps augmentent des dépenses militaires au détriment des fonds qui devraient être consacrés aux dépenses sociales, à l'égalité et à la création d'emplois.

Nous voulons conquérir des pouvoirs sur l'argent, pour développer les services publics, les coopérations, l'emploi efficace et de qualité dans les entreprises et récuser la concurrence libre et non faussée. Ceci aussi bien au sein de l'UE qu'avec le monde. Nous voulons une souveraineté populaire sur l'argent pour d'autres buts sociaux, à la différence de l'UE actuelle qui répond aux besoins du capital. Un des moyens serait la création d'un Fonds européen finançant les services publics par des avances aux Etats à taux zéro et financé par la BCE.

2. Nous considérons la crise climatique comme une urgence nécessitant une réponse mondiale, fondée sur une transformation écologique, énergétique et industrielle. L'Union européenne doit agir sans délai face à l'urgence climatique et sociale. Il est essentiel de s'éloigner d'un modèle qui repose sur les énergies basées sur le carbone, tout en garantissant la création d'emplois. Cela implique une transformation sociale des modes de production et de consommation afin d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2040 et de réaliser les objectifs de développement durable des Nations unies. Nous avons besoin d'objectifs environnementaux plus ambitieux et d'une planification écologique qui assure une transition juste.

3. Nous prônons l'Europe de la paix et de la solidarité, fondée sur une approche pacifique qui traite les conflits par le dialogue et des solutions diplomatiques. L'Europe doit intégrer une approche alternative au modèle de sécurité qui doit être envisagée sous une nouvelle vision basée sur le fait qu'aucun État ne peut être véritablement en sécurité, à moins que les autres ne partagent le même niveau de sécurité.

Nous condamnons fermement les politiques européennes contre les migrant.e.s et les réfugié.e.s : le droit d'asile et la liberté de circulation doivent devenir les caractéristiques fondamentales de l'Europe que nous voulons et nous nous battons contre les politiques proposées par le pacte sur l'immigration et l'asile d'Ursula von der Leyen qui cherchent à les interdire. Cela suppose de lutter contre les causes des migrations et de développer, en lien avec les pays concernés une nouvelle politique de co-développement.

Nous refusons que l'Europe devienne un acteur dans une nouvelle guerre froide, ni qu'elle ne se convertisse en un champ de bataille. Nous nous opposons à la domination militariste de l'OTAN sur l'UE et ses États membres, à l'augmentation des budgets militaires et de guerre au détriment des dépenses sociales, à la militarisation rapide de la politique, de l'économie et des esprits. A la place, nous aspirons à voir l'Europe s'émanciper de l'influence des États-Unis et de l'OTAN, libérée des mandats des puissances extérieures.

La guerre, comme d'autres conflits, servent les intérêts du capital financier, qui en tire profit. Plus ces guerres dure, plus le nombre de victimes civiles augmente. Nous exigeons donc la fin de la violence, par des négociations sous l'égide des Nations Unies pour établir une paix durable en Ukraine.

De même, nous exigeons des solutions équitables et négociées aux conflits armés qui se propagent dans diverses parties du monde, comme la Somalie, le Yémen, la Syrie, le Sahara occidental, etc. La poursuite du développement des armes nucléaires et le fait que leur utilisation soit ouvertement envisagée par les puissances nucléaires font du désarmement une nécessité de premier ordre pour la survie de l'humanité.

L'attaque du Hamas du 7 octobre, que nous condamnons fermement, ne justifie pas la guerre menée par l'Etat d'Israël. Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat au Moyen-Orient et la fin de l'agression israélienne en Palestine. Nous demandons la libération de tous les otages israéliens et de tous les prisonniers politiques palestiniens, ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire à la population de Gaza, la reconstruction de tout ce qui a été détruit par l'armée israélienne et le retour de l'ensemble de la population palestinienne déplacée. Nous réaffirmons que l'instauration d'une paix durable dans la région exige la fin de l'occupation, de la colonisation et du régime d'apartheid dont souffre le peuple palestinien et la reconnaissance d'un Etat palestinien viable et pleinement souverain, dans les conditions définies par les résolutions des Nations Unies de reconnaissance de deux Etats.

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple sahraoui, privé depuis des décennies du droit de vivre sur son propre territoire, subissant la répression des forces d'occupation, et nous exigeons le respect des résolutions des Nations Unies en faveur de l'autodétermination et la détermination d'un référendum au Sahara Occidental.

Nous appelons à la fin de l'occupation de Chypre et à la réunification du pays conformément aux résolutions des Nations Unies.

Nous demandons la fin des interventions militaires turques dans le nord-est de la Syrie, le nord de l'Irak et à Sinjar, ainsi que la fin de l'oppression des Kurdes et des Turcs en Turquie. Nous demandons à la Turquie de libérer tous les prisonniers politiques et de mettre en œuvre les décisions du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'homme. La répression des politiques démocratiques et des représentant.e.s élu.e.s doit cesser. Une solution juste et démocratique à la question kurde, vieille de plusieurs décennies, passe par le dialogue et la négociation, et non par l'isolement, l'emprisonnement et la violence.

Ce huitième Forum se joint à la motion adoptée à l'ONU demandant la fin du blocus injuste et illégal que les États-Unis imposent à Cuba depuis des dizaines d'années et exigeant en même temps le retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme.

Nous soutenons la recherche de la paix et de l'autonomie en Afrique. Il est temps de reconstruire les relations entre l'Afrique et l'Europe sur la base de l'égalité et de la solidarité, afin de construire un avenir où la paix et la dignité l'emportent sur la violence et la domination.

Nous aspirons à un nouvel ordre économique international basé sur les droits des peuples et récusons toute hégémonie monétaire mondiale. Nous appelons à des solutions coopératives, démocratiques et non hégémoniques de

financement commun de la transition écologique et des services publics dans le monde entier.

4. Le féminisme de classe remet en question le système capitaliste et patriarcal et met en évidence la contradiction entre le capital et la vie. Il revendique une alternative contraire à l'économie basée sur l'exploitation des êtres humains et propose une société sans violence machiste qui permette un développement humain émancipateur pour toutes les personnes, dans l'égalité et l'harmonie avec la nature : une économie centrée sur le soin et la préservation de la vie. Les mouvements féministes combattent la violence machiste et les inégalités auxquels les femmes et leurs enfants sont confrontées tout au long de leur existence, et réclame une législation complète ainsi qu'un cadre politique efficace pour lutter contre ces toutes les formes de violences machistes.

Le mouvement féministe, avec le mouvement de protection de l'environnement, sont des moteurs essentiel du changement politique et de la transformation sociale en Europe. C'est pour cette raison que la droite et l'extrême droite attaquent systématiquement les droits des femmes et la communauté LGBTQIA+ et nient le changement climatique.

Ce Forum propose que la perspective féministe devienne un critère central des politiques économiques, écologiques et sociales de l'Union européenne, ainsi que dans les domaines de la santé, du soin, de l'éducation et de la culture, afin d'initier la transition féministe en Europe.

Nous défendons les droits fondamentaux au mariage et à la parentalité pour tous les couples, et demandons la reconnaissance juridique des identités LGBTQIA+. Celle-ci devrait également être prise en compte dans les critères d'octroi de l'asile.

Avec les mouvements féministes, nous voulons faire pression pour l'inclusion du droit de décider de son propre corps et de la maternité dans la Charte européenne des droits fondamentaux et pour la reconnaissance de l'apartheid de genre dans le droit international afin que les femmes et les personnes LGBTQIA+ qui souffrent comme en Afghanistan soient accueillies en tant que réfugiées et protégées en Europe.

5. Nous sommes conscient.e.s de la nécessité d'aborder et d'intégrer activement les besoins, les rêves, les préoccupations et les perspectives des jeunes et des étudiant.e.s en promouvant leur protagonisme dans les plans, les campagnes et les actions de la Gauche européenne, des Verts et des forces progressistes, et nous en ferons un objectif spécifique pour les années à venir.

6. La montée de l'extrême droite dans les élections au Parlement européen s'est poursuivie lors des scrutins successifs au niveau national et régional dans plusieurs pays européens. Cette montée en puissance se traduit par une idéologie néo-fasciste sans valeurs éthiques ou morales qui se nourrit du racisme, de la xénophobie, de la misogynie, de l'homophobie, de la LGBTQIA+phobia, de l'autoritarisme, de la haine des personnes migrantes et de individualisme dénué de solidarité.

Face à la crise économique, sociale et morale qui s'amplifie, un sentiment croissant de désaffection politique et de manque de perspectives d'avenir est ressenti par la classe ouvrière et sa colère est dirigée vers les mouvements d'extrême droite et fascistes, qui proposent des solutions économiques simplistes dans l'intérêt de la bourgeoisie, des classes dirigeantes et du capitalisme, et en partie vers la démotivation et l'abstentionnisme. Seule une stratégie basée sur les principes de justice sociale, d'égalité, d'écologique, de partage et de paix, promus par les forces progressistes de transformation sociale peut leur offrir une perspective positive.

**Ainsi, dans cette déclaration finale, la 8ème édition du Forum Européen des forces de Gauche, Vertes et Progressistes accepte de participer, en coopération avec d'autres organisations politiques, syndicales, pacifistes et féministes, à la préparation d'une conférence pour la paix et la solidarité dans le monde et de promouvoir, en coopération avec les syndicats européens, une campagne contre les politiques d'austérité et les coupes proposées par la Commission européenne.**



Left, Green, Progressive  
**EUROPEAN  
FORUM**

*Budapest*

**8-10 NOVEMBER 2024**

 @\_EuropeanForum

 <https://europeanforum.eu>

 European Forum

 @european.forum

 [europeanforumlgp@gmail.com](mailto:europeanforumlgp@gmail.com)